

Île-de-France 2006 : 870 000 Franciliens de plus qu'en 1990



Photo : Archigisk/Adam Gimpert/www.flickr.com

Le recensement de 2006 dénombre 870 000 Franciliens de plus qu'en 1990, dont la moitié vit à moins de 20 km de Notre-Dame. La palme de la croissance revient au 19^e arrondissement de Paris.

Au 1^{er} janvier 2006, 63 186 117 personnes vivent officiellement en France, dont 11 532 398 en Île-de-France, selon le décret du 13 mars 2009 rectifiant celui du 30 décembre 2008. La précision de ces chiffres tient à leur usage dans plus de 350 dispositions législatives ou réglementaires. Ils prennent effet au 1^{er} janvier 2009. Ils sont issus du nouveau dispositif de recensement instauré par la loi du 27 février 2002 et mis progressivement en place par l'Insee depuis 2004.

Population municipale ou population totale ?

Deux chiffres sont en réalité publiés pour chaque commune : la population municipale et la population totale. La première est utilisée à des fins statistiques et en matière électorale, car aucune personne n'y est comptée deux fois. La population totale comprend, en plus de la population municipale, celle comptée à part par l'Insee : il s'agit de personnes dont la résidence habituelle est située dans une autre commune, mais qui

ont aussi une résidence dans la commune. Elles sont 1 442 034 à être ainsi comptées deux fois en France, 141 521 en Île-de-France. Cette notion étendue de la population d'une collectivité est utilisée dans la plupart des dispositions législatives et réglementaires. Avec ce double comptage, la population totale de la France s'élève à 64 628 151 et celle de l'Île-de-France à 11 673 919. Les commentaires et les analyses statistiques qui suivent portent sur la seule population municipale.

Quelle évolution depuis 1990 ou 1999 ?

En 2006, la France compterait 3,06 millions d'habitants de plus qu'au recensement de 1999. En réalité, la croissance réelle n'est que de 2,4 millions selon l'Insee.

La méthode de recensement ayant changé, les chiffres de 2006 ne sont, en effet, plus directement comparables à ceux de 1999. La variation réelle de la population ne s'obtient pas par simple différence entre les populations recensées à deux dates. Les résultats du recensement de 1999, pour d'autres raisons, n'étaient pas non plus directement comparables à ceux de 1990.

Ainsi, là où le nouveau dispositif de recensement surestime la croissance démographique française depuis 1999, les aménagements apportés au recensement de 1999 par rapport à celui de 1990, et les difficultés rencontrées sur le terrain en 1999, la sous-estimaient de 480 000 personnes.

Pour connaître la dynamique réelle de la population française, il faut donc ajouter 480 000 personnes à l'évolution apparente entre 1990 et 1999 et en retrancher 660 000 à celle observée entre 1999 et 2006.

Ces corrections faites, la croissance annuelle réelle de la population française s'accélère entre les périodes 1990-1999 et 1999-2006 (+ 20 %), passant de + 267 000 à + 320 000 personnes par an. Mais elle ne double pas, contrairement à ce que laisserait penser la simple comparaison des populations recensées en 1990, 1999 et 2006, avec une croissance apparente qui passe de + 213 000 à + 415 000 personnes par an.

Les corrections apportées par l'Insee aux évolutions apparentes de la population déduites des

Évolution de la population en France métropolitaine et en Île-de-France (1990-1999 et 1999-2006)

		France métropolitaine				Île-de-France			
		Période 1990-1999		Période 1999-2006		Période 1990-1999		Période 1999-2006	
		en milliers	Variation relative en %	en milliers	Variation relative en %	en milliers	Variation relative en %	en milliers	Variation relative en %
Population au 1^{er} janvier 1990 ou 1999		56 577		58 497		10 645		10 946	
Ensemble de la période	(1) Variation apparente de la population due :	1 920	3,4	2 903	5,0	301	2,8	586	5,4
	(2) au solde naturel	1 867	-	1 632	-	785	-	701	-
	(3) au solde migratoire *	533	-	610	-	- 331	-	- 326	-
	(4) à l'ajustement *	- 480	-	661	-	- 153	-	211	-
	(5)=(1)-(4) Variation réelle de la population (hors ajustement)	2 400	4,2	2 242	3,8	454	4,3	376	3,4
En moyenne annuelle	(1) Variation apparente de la population due :	213	0,37	415	0,69	33	0,31	84	0,75
	(2) au solde naturel	207	0,36	233	0,39	87	0,81	100	0,89
	(3) au solde migratoire *	59	0,10	87	0,15	- 37	- 0,34	- 47	- 0,42
	(4) à l'ajustement *	- 53	- 0,09	94	0,16	- 17	- 0,16	30	0,27
	(5)=(1)-(4) Variation réelle de la population (hors ajustement)	267	0,46	320	0,54	50,5	0,47	53,5	0,48
Population au 1^{er} janvier 1999 ou 2006		58 497		61 400		10 946		11 532	

* L'ajustement francilien est ici estimé à 31,9 % de l'ajustement métropolitain, en partant de l'hypothèse qu'à l'échelle de chaque région, celui-ci est proportionnel à la population vivant dans des communes de plus de 10 000 habitants en 1999, les seules pour lesquelles le mode de recensement a foncièrement changé par rapport à celui de 1999 [LOUCHARTE et SALEMBIER, 2008].

Sources : Insee, Recensements, EAR de 2004 à 2008 ; Insee première, n°1020, janvier 2009 + traitement IAU Île-de-France

recensements ne sont disponibles qu'à l'échelon national. Il n'existe aucune déclinaison territoriale de cet ajustement statistique. Le risque est donc grand d'exagérer les tendances réelles à l'œuvre au sein des territoires. Ceci est particulièrement vrai en Île-de-France. En effet, la nouvelle méthode de recensement concerne, pour l'essentiel, les communes de plus de 10 000 habitants, les autres continuant à être recensées comme auparavant. Faisons l'hypothèse que les ajustements nationaux ne concernent que les villes de plus de 10 000 habitants, et qu'ils sont proportionnels à leur population de 1999. Dans ces conditions, la croissance démographique réelle de l'Île-de-France apparaît, certes, en hausse, mais finalement assez légère : de + 50 500 à + 53 500 par an entre les périodes 1990-1999 et 1999-2006. Sans ce correctif, la comparaison directe des populations recensées exagérerait considérablement les évolutions réelles. La population francilienne passerait effectivement d'une croissance apparente de + 33 500 par an entre 1990 et 1999 à + 83 500 entre 1999 et 2006. Le rythme de croissance de la population francilienne apparaîtrait multiplié par 2,5 entre les deux périodes, alors que, d'après nos hypothèses, le rythme réel ne se serait accru que de 6 %.

Dans ces conditions, il a été jugé préférable de ne pas commenter le détail des évolutions locales entre les périodes de 1990-1999 et de 1999-2006. Le parti pris est ici de comparer les évolutions entre deux périodes plus longues, d'environ une quinzaine d'années chacune : 1975-1990 et 1990-2006. D'autant que ces évolutions sur plus longue période témoignent en Île-de-France, sur le plan spatial, d'un réel retournement de tendance. Et ceci, alors même que la croissance globale de la population francilienne apparaît assez similaire (+ 52 000 personnes par an entre 1975 et 1990 contre + 54 500 par an entre 1990 et 2006).

Et la palme revient au 19^e arrondissement de Paris

Paris 19^e, Courbevoie (92), Bussy-Saint-Georges (77), Levallois-Perret (92), Issy-les-Moulineaux (92), Paris 12^e, Rueil-Malmaison (92), Asnières-sur-Seine (92), Guyancourt (78), Argenteuil (95), la liste des communes franciliennes dont la population a le plus augmenté depuis 1990 offre un raccourci saisissant, même s'il est réducteur, des dynamiques urbaines à l'œuvre depuis une quinzaine d'années en Île-de-France.

Deux arrondissements parisiens figurent en effet parmi ce «top 10», cinq communes des Hauts-de-

Seine, deux communes situées en ville nouvelle ou dans une ex-ville nouvelle ainsi qu'une commune du Val-d'Oise, la plus peuplée.

Entre 1975 et 1990, le même top 10 était composé de huit communes de ville nouvelle, d'un arrondissement parisien, le 19^e déjà, et de la préfecture du Val-de-Marne, Créteil.

Entre ces deux périodes, la palme de la croissance démographique francilienne est ainsi passée d'une commune de ville nouvelle, Cergy (+ 39 000 habitants entre 1975 et 1990) au 19^e arrondissement de Paris, dont la population s'est accrue de 19 000 habitants entre 1990 et 2006.

Depuis 1975, soit en une trentaine d'années, ces deux collectivités ont accueilli près de 90 000 habitants supplémentaires (47 000 pour Cergy, et 42 000 pour le 19^e).

La fin d'une époque

Des cinq villes nouvelles franciliennes conçues au début des années soixante, seules deux conservent aujourd'hui ce statut : Marne-la-Vallée et Sénart. Les trois autres, Évry, Saint-Quentin-en-Yvelines et Cergy, sont revenues dans le droit commun, respectivement en 2000 et 2002. Les cinq ont accueilli jusqu'à la moitié de la croissance démographique francilienne pendant une quinzaine d'années, de 1975 à 1990. Depuis, leur rôle s'est consi-

dérablement réduit : elles n'en accueillent plus qu'un sixième entre 1990 et 2006 – en continuant à y inclure celles qui ont changé de statut juridique.

Regain au centre

Autre changement, et il s'agit là d'un véritable retournement de tendance : le recentrage de la croissance démographique francilienne.

La population des communes situées dans un rayon de 10 km autour de Notre-Dame, Paris inclus, augmente à nouveau depuis 1990 (+ 230 000 habitants entre 1990 et 2006), alors qu'elle n'avait cessé de diminuer depuis le début des années soixante. Elle dépasse même légèrement aujourd'hui le niveau qui était le sien en 1975 : 4,39 millions de Franciliens vivent en 2006 à moins de 10 km de Notre-Dame (contre 4,16 en 1990 et 4,36 en 1975).

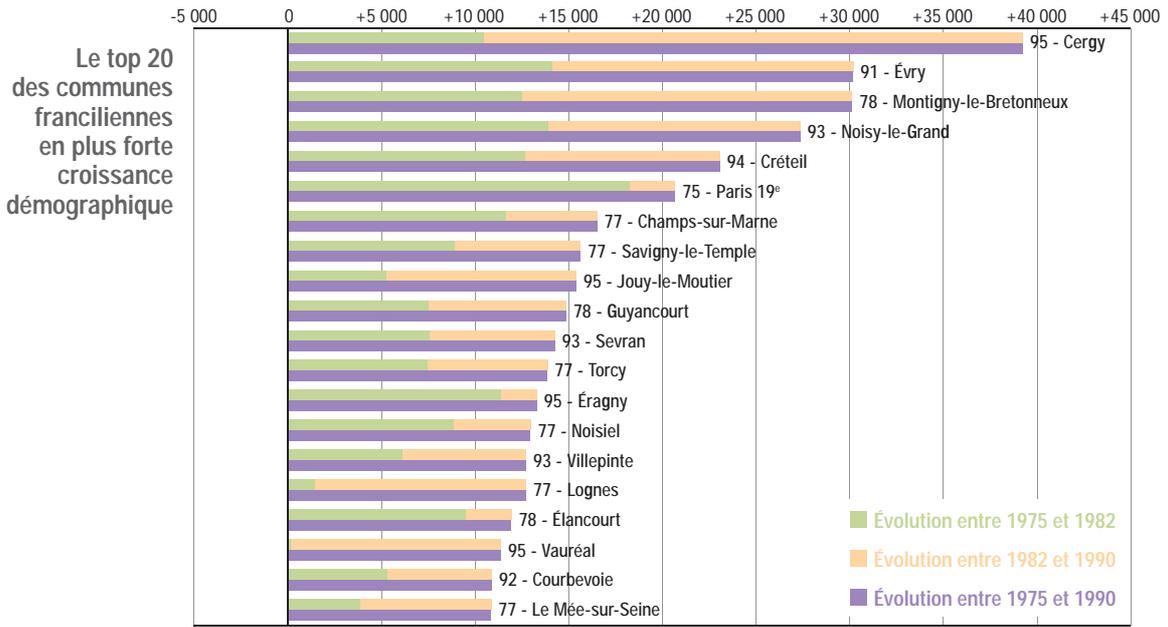
Juste au-delà, dans un rayon de 10 km à 20 km autour de Notre-Dame, la croissance démographique est à peu près du même ordre de grandeur (+ 220 000) et s'accélère sensiblement par rapport à la période antérieure (+ 165 000).

La moitié des 870 000 Franciliens supplémentaires que compte l'Île-de-France en 2006 par rapport à 1990 se sont donc installés dans un rayon de 20 km autour de Notre-Dame, alors que la population, globalement, y diminuait entre 1975 et 1990. Ceci représente 450 000 personnes de plus qu'en 1990 et 410 000 de plus qu'en 1975. L'équivalent pratiquement de la totalité de la population des 680 communes rurales franciliennes, où vivent 475 000 personnes en 2006.

Comment peut-on expliquer un tel retournement de tendance ?

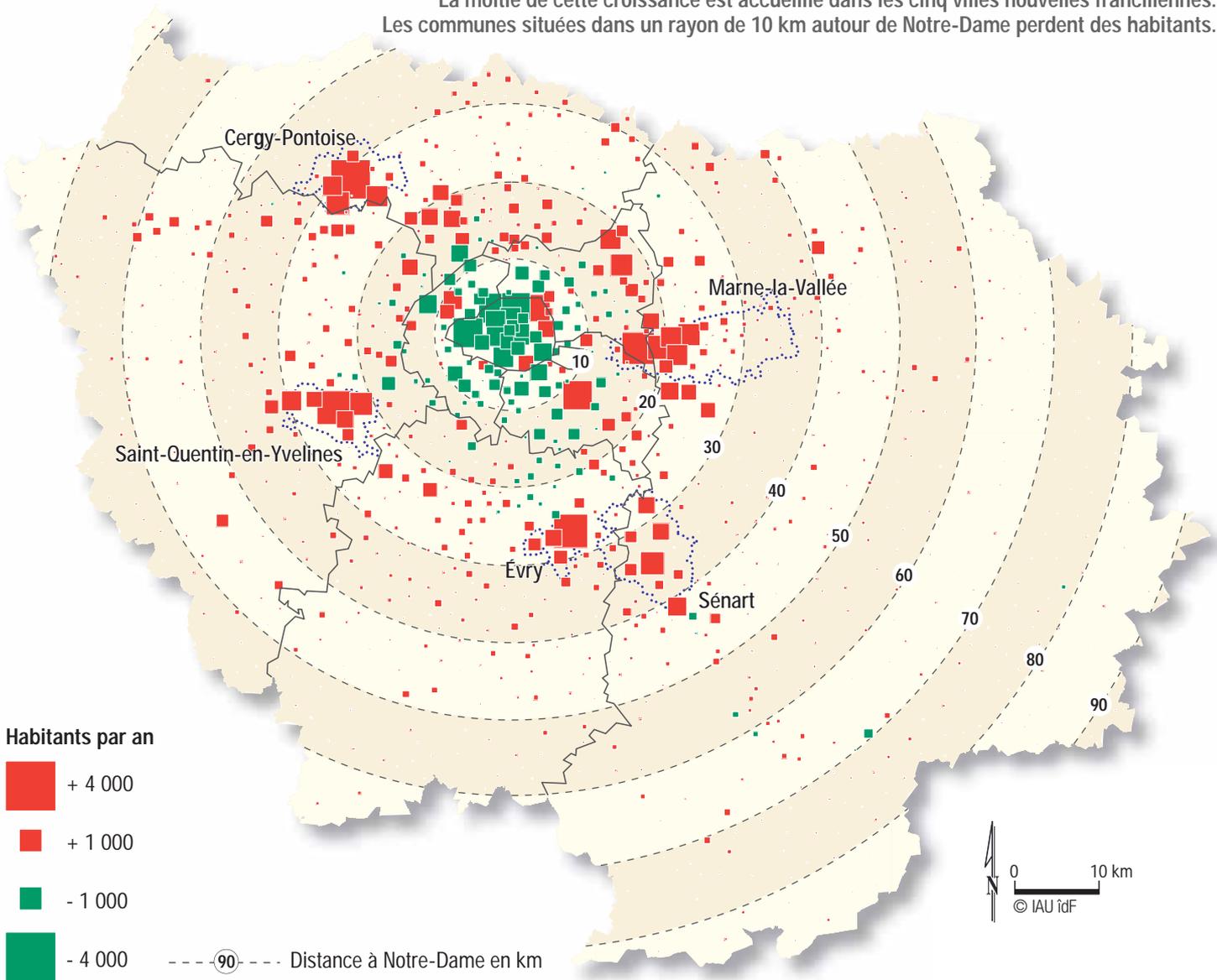
La population de Paris diminue de 1975 à 1990...

Entre 1975 et 1990, Paris perd près de 150 000 habitants. Pourtant, durant cette période, la croissance du parc total de logements parisiens (résidences principales, logements vacants, résidences secondaires et pied-à-terre pro-

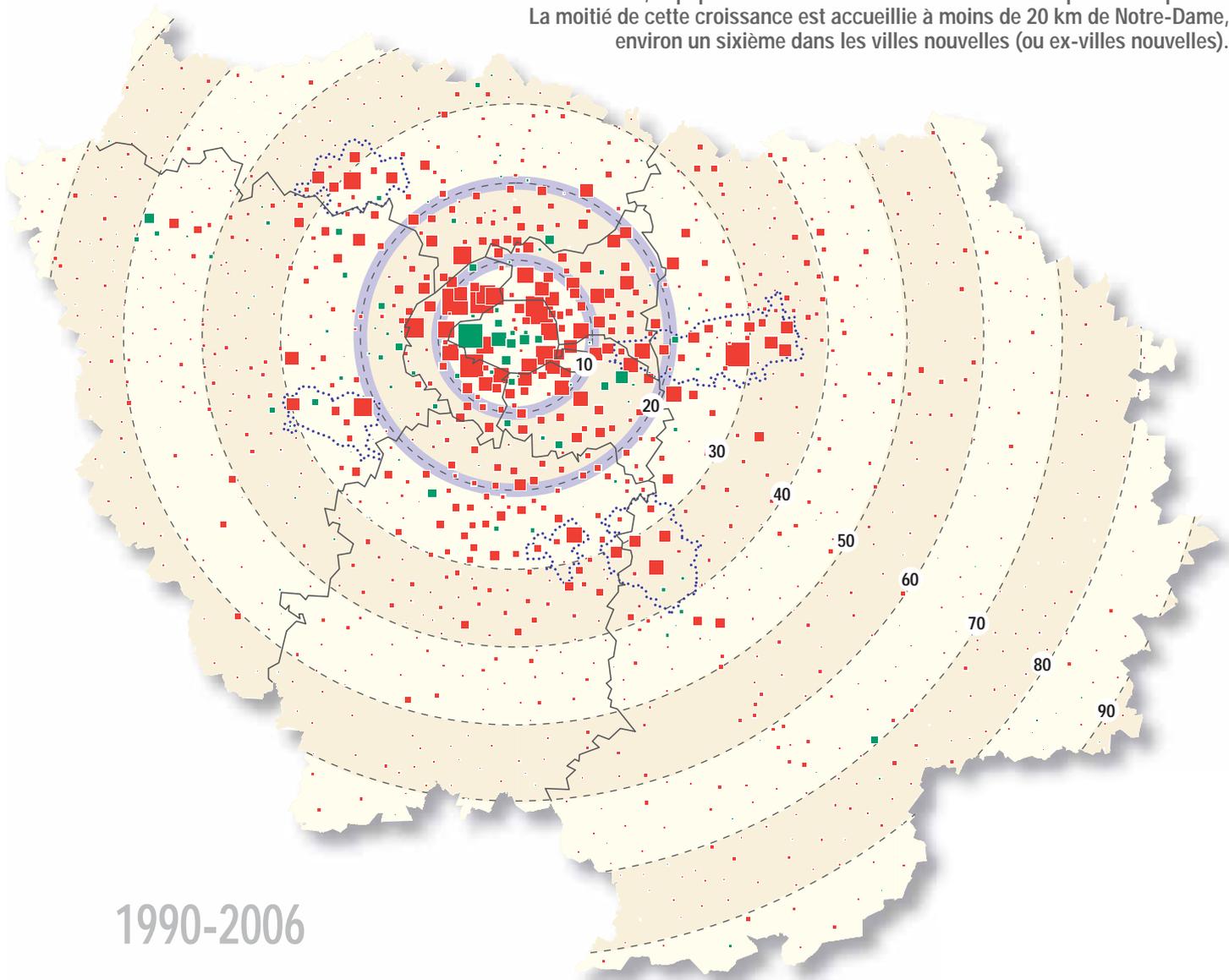


1975-1990

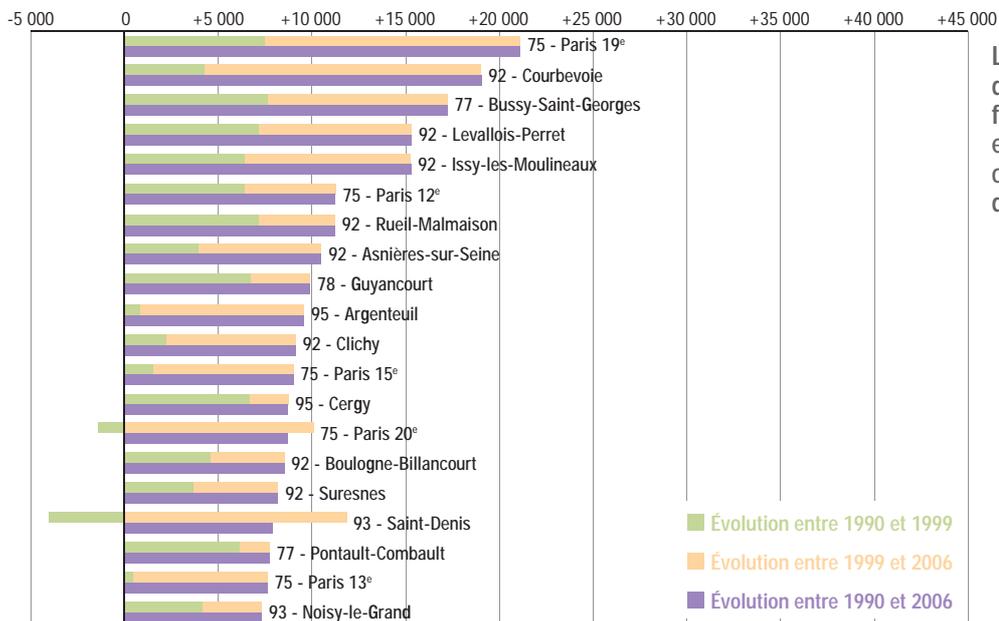
Entre 1975 et 1990, la population francilienne s'accroît de 52 000 personnes par an. La moitié de cette croissance est accueillie dans les cinq villes nouvelles franciliennes. Les communes situées dans un rayon de 10 km autour de Notre-Dame perdent des habitants.



Entre 1990 et 2006, la population francilienne s'accroît de 54 000 personnes par an.
 La moitié de cette croissance est accueillie à moins de 20 km de Notre-Dame,
 environ un sixième dans les villes nouvelles (ou ex-villes nouvelles).



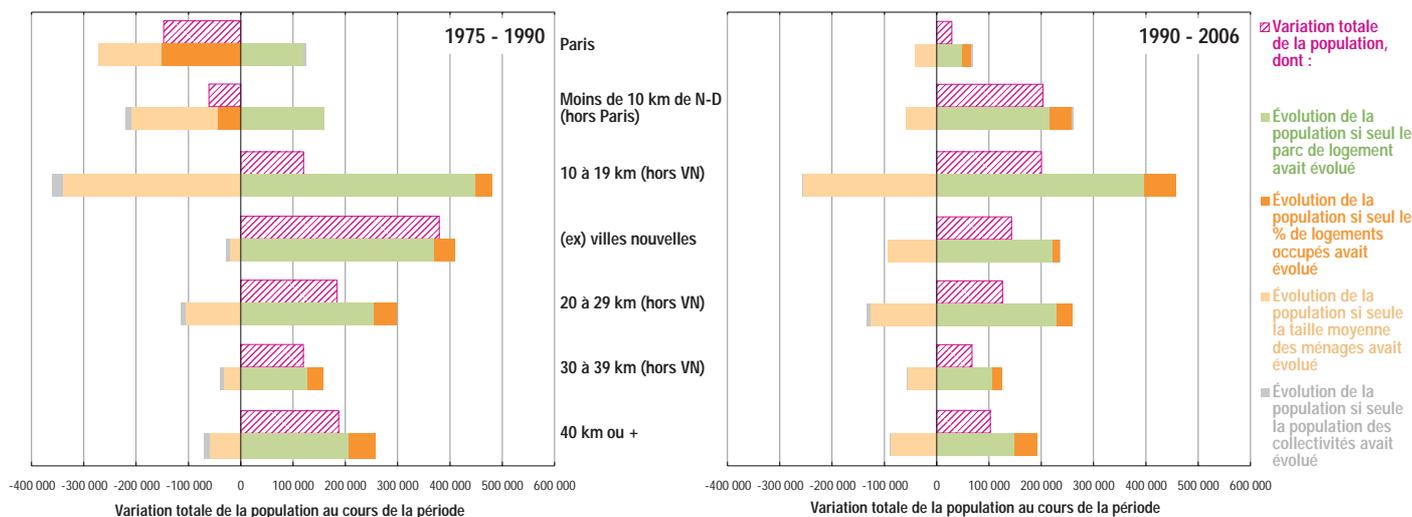
1990-2006



Le top 20
 des communes
 franciliennes
 en plus forte
 croissance
 démographique

Source : Insee, recensements de la population de 1975, 1990 et 2006 (enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2008).
 Traitement IAU îdF

Île-de-France : évolution de la population à Paris, en ville nouvelle et selon la distance à Notre-Dame (en dehors de Paris et des villes nouvelles), origines de ces évolutions et comparaison entre les périodes 1975-1990 et 1990-2006



Source : Traitement et estimations provisoires de l'IAU idF d'après des données Insee issues des recensements de 1975 à 1990 et des EAR de 2004 à 2008

professionnels) aurait pu entraîner une hausse de près de 120 000 habitants dans la capitale. En réalité, la baisse de la taille moyenne des ménages a complètement annihilé l'impact positif sur la démographie parisienne de cette progression du parc de logements (- 120 000). Le parc de logements augmente, mais les ménages qui y vivent sont, en moyenne, plus petits (2,02 personnes par logement occupé en 1975 contre 1,92 en 1990). La population parisienne serait cependant restée stable, si un autre facteur n'était intervenu, à savoir la baisse de proportion de logements occupés par les ménages au profit des logements vacants, des résidences secondaires et des pied-à-terre professionnels (dans lesquels aucune population n'est recensée). À lui seul, il a entraîné une baisse de 150 000 habitants dans la capitale.

... et augmente depuis

Entre 1990 et 2006, le retournement de tendance est à la fois manifeste et paradoxal. Manifeste car la population parisienne s'accroît à nouveau pour la première fois depuis 1954 (+ 30 000 habitants).

Paradoxal, car le parc de logements parisiens continue, certes, de progresser, mais bien plus lentement qu'entre 1975 et 1990. À lui seul, il aurait conduit à une

hausse de la population parisienne de 50 000 habitants contre + 120 000 de 1975 à 1990. Si la population parisienne progresse depuis 1990, alors qu'elle diminuait auparavant, c'est donc pour d'autres raisons.

La première tient à la taille moyenne des ménages parisiens, qui baisse très peu entre 1990 et 2006 (de 1,92 à 1,89 personne par ménage d'après nos estimations). Son impact négatif sur la démographie parisienne apparaît ainsi bien plus faible durant cette période (- 40 000) qu'entre 1975 et 1990 (- 120 000).

La seconde tient à la part des logements parisiens occupés par des ménages. Celle-ci avait fortement baissé entre 1975 et 1990 (de 90 % à 84 %), entraînant une forte baisse de la population parisienne (- 150 000). Elle augmente depuis, au détriment des logements vacants, des résidences secondaires et des pied-à-terre professionnels, pour atteindre 84,6 % en 2006, d'après nos estimations. Sa hausse a permis de loger 20 000 personnes de plus.

Croissance forte à proximité de Paris

Le renversement de tendance est beaucoup plus spectaculaire à proximité immédiate de Paris, dans les communes situées à moins de 10 km de Notre-Dame. La population y augmente forte-

ment (+ 200 000 habitants entre 1990 et 2006), alors qu'elle diminuait auparavant (- 60 000 de 1975 à 1990). Comment l'expliquer ? Tout d'abord, contrairement à Paris, le parc de logements progresse ici plus rapidement qu'avant. Sa croissance, à elle seule, aurait permis d'accueillir 215 000 personnes supplémentaires, contre 160 000 entre 1975 et 1990.

Ensuite, et cette fois-ci comme à Paris, la baisse de la taille moyenne des ménages, forte entre 1975 et 1990, s'est ralentie depuis. Elle est passée de 2,51 personnes par ménage en 1975, à 2,32 en 1990 et elle est estimée à 2,23 en 2006. Entre 1975 et 1990, sa baisse annihilait complètement l'impact positif de la hausse du parc de logements (- 165 000 personnes). Depuis, elle ne la limite plus que de 60 000 personnes.

Enfin, comme à Paris, et comme dans les autres territoires franciliens, la proportion de logements inoccupés diminue au cours de la période 1990-2006. Elle permet, à elle seule, de loger 40 000 Franciliens de plus sur ce territoire, 210 000 à l'échelle de la région.

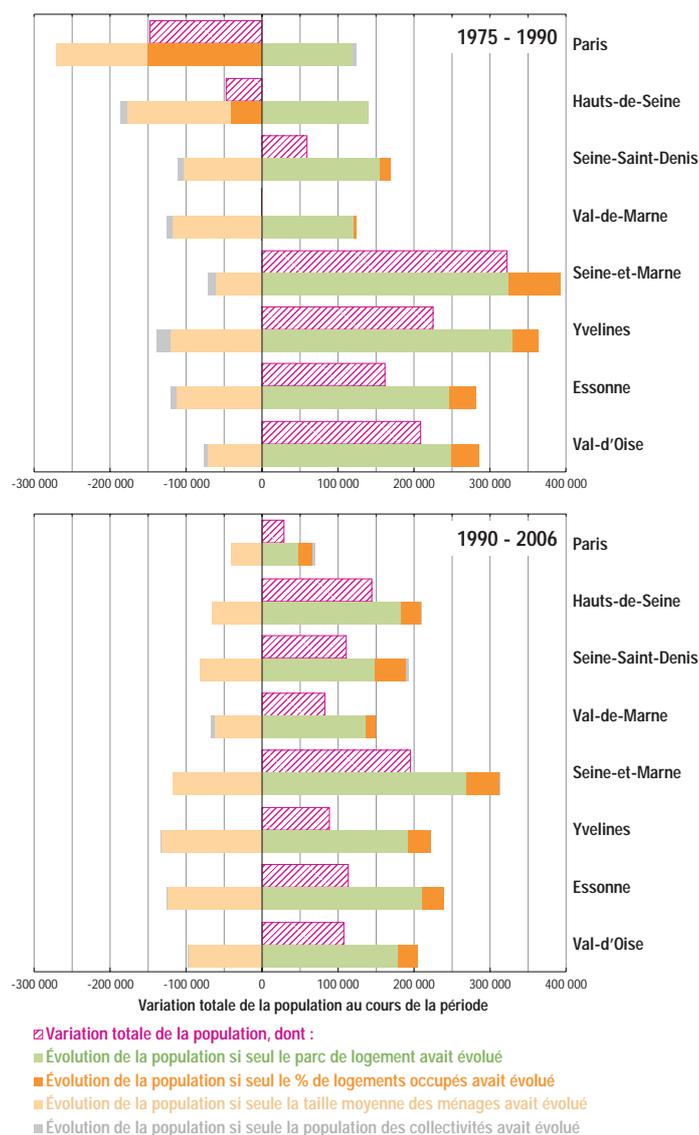
Depuis 1990, la plus forte croissance du parc de logements s'observe toujours entre 10 km et 20 km de Paris. À elle seule, elle aurait permis de loger 400 000

personnes supplémentaires (sans compter les quelques communes de villes nouvelles situées dans ce périmètre). La hausse réelle de la population apparaît presque moitié moindre (+ 200 000) en raison de la réduction de la taille moyenne des ménages. Le phénomène se ralentit, mais limite encore fortement la croissance démographique de ces territoires (- 260 000 personnes entre 1990 et 2006 contre - 340 000 de 1975 à 1990).

Croissance ralentie au-delà de 20 km de Notre-Dame

Au-delà de 20 km de Notre-Dame, la croissance démographique se ralentit. C'est évidemment dans les villes nouvelles ou ex-villes nouvelles que le ralentissement est le plus prononcé. La croissance de la population y a été divisée par près de trois entre les deux périodes. La moindre progression du parc de logements explique les deux tiers du ralentissement. La baisse de la taille moyenne des ménages explique le reste. Plusieurs raisons à cette baisse. Dans le parc de logements anciens, elle tient au départ des enfants du domicile parental dans les familles qui se sont installées en ville nouvelle entre 1975 et 1990. Quant aux populations nouvelles apportées par la construction neuve, elles se réduisent à mesure que

Île-de-France : évolution de la population par département et origine de ces évolutions (1975-1990 et 1990-2006)



Source : Traitement et estimations provisoires de l'IAU îdF d'après des données Insee issues des recensements de 1975 à 1990 et des EAR de 2004 à 2008

celle-ci décroît et se réoriente vers la production de logements plus petits que par le passé. Des mécanismes similaires à ceux observés en villes nouvelles sont à l'œuvre dans les autres territoires. Le parc de logements progresse un peu moins vite qu'auparavant, même si le ralentissement y est beaucoup plus limité qu'en ville nouvelle, et la taille moyenne des ménages diminue. Globalement, entre ces deux périodes, la croissance démographique est ainsi réduite d'environ 30 % entre 20 km et 29 km de Notre-Dame (hors villes nouvelles), et d'un peu plus de 40 % au-delà. Après avoir accueilli massivement des familles avec

enfants au cours des trente dernières années, ces territoires sont entrés dans une forme de transition démographique et urbaine tout à fait particulière combinant un vieillissement régulier et une croissance modérée de leur population.

Les évolutions par département se resserrent

L'analyse par département de ces évolutions confirme et précise les tendances à l'œuvre. La croissance du parc de logements se ralentit ainsi partout, sauf dans les Hauts-de-Seine, ce département devenant, depuis 1990, celui dont la population progresse le plus rapidement après la Seine-et-Marne. Le ralentissement est, en

revanche, très marqué dans les Yvelines, qui devient l'un des départements franciliens dont la population progresse le moins. La baisse de la taille moyenne des ménages se poursuit, mais elle se ralentit au cœur de la région, tandis qu'elle s'accélère en grande couronne, en particulier dans les Yvelines et en Essonne. Ces départements, qui ont massivement accueilli des familles avec enfants depuis la fin des années soixante, voient aujourd'hui ces enfants quitter progressivement le giron familial et leur rôle d'accueil des familles se réduire à mesure que la production neuve de grands logements y régresse.

Enfin, partout, la part des logements occupés de façon permanente progresse au détriment des résidences secondaires, des logements vacants ou des pied-à-terre professionnels.

Des résultats qui restent à interpréter

La faible baisse de la taille moyenne des ménages au cœur de l'agglomération, observée depuis 1990, constitue l'un des enseignements majeurs du nouveau recensement. S'agit-il d'une vraie rupture de tendance ou est-ce la conséquence du nouveau mode de recensement ? Faut-il y voir la conséquence des tensions persistantes sur le marché immobilier francilien, qui multiplieraient, par exemple, les situations de colocation ? Est-ce le signe qu'un nombre croissant de ménages sont bloqués dans leur parcours résidentiel, qu'il s'agisse de familles avec un jeune enfant ou de jeunes adultes qui prolongent leur séjour au domicile parental ? Ou encore, est-ce la conséquence de transformations dans la composition sociale de la population ? Les résultats détaillés du recensement de la population de 2006, prévus pour le second semestre 2009, permettront de mieux comprendre le sens de cette évolution.

Philippe Louchart ■

Pour en savoir plus

- DESPLANQUES Guy, «Analyse des écarts entre les résultats du recensement de 1999 et les estimations fondées sur le recensement de 1990 - Population métropolitaine : 480 000 personnes de moins que prévu», document de travail n° F0403, février 2004.
- GODINOT Alain, «Pour comprendre le recensement de la population», *Insee Méthode*, numéro hors série, mai 2005.
- LOUCHART Philippe et SALEMBIER Laurianne, «Près de 11,6 millions de Franciliens au 1^{er} janvier 2006», *Note rapide*, n° 448, IAU îdFDR Insee Île-de-France, Dreif, juin 2008.
- PLA Anne, «Bilan démographique 2008 - Plus d'enfants de plus en plus tard», *Insee Première*, n° 1 220, janvier 2009.
- Département de la démographie «La population légale des communes - 68 235 568 habitants au 1^{er} janvier 2006», *Insee Première*, n° 1 217, janvier 2009.

Directeur de la publication
François Dugeny
Directrice de la communication
Corinne Guillemot
Responsable des éditions
Frédéric Theulé
Rédactrice en chef
Marie-Anne Portier
Maquette
Jean-Eudes Tilloy

Diffusion par abonnement
76 € les 40 numéros (sur deux ans)
Service diffusion-vente
Tél. : 01 77 49 79 38
www.iau-idf.fr
Librairie d'Île-de-France
15, rue Falguière 75015 Paris
Tél. : 01 77 49 77 40
ISSN 1967 - 2144